

3 1761 11972114 0

CA1

XC 44

-M21

CA1

XC44

-M21

OM

ee

ember 28, 1995

er 2, 1995

er 3, 1995

ber 5, 1995

er 17, 1995

Dianne Brushett

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 1 (Séances n°s 1 à 5)

Le jeudi 28 septembre 1995

Le lundi 2 octobre 1995

Le mardi 3 octobre 1995

Le jeudi 5 octobre 1995

Le mardi 17 octobre 1995

Présidente: Dianne Brushett

eedings of the Sub-Committee on the

ration of the
ons Filed on the

d

l Boundaries for the
Provinces

Committee on Procedure and House Affairs

Procès-verbaux du Sous-comité chargé de l'

Étude des oppositions déposées
au sujet des propositions de
délimitation des circonscriptions
électorales pour les provinces
de l'Est

du Comité permanent de la procédure et des affaires de la
Chambre

hair

erence from the Committee of Tuesday,
1995, Tuesday, September 26, 1995 and
ber 3, 1995, on the objections filed on the
ral Boundaries for the Eastern Provinces

he Committee

CONCERNANT:

Élection à la présidence

Travaux futurs

Ordres de renvoi du Comité du mardi 19 septembre 1995, du
mardi 26 septembre 1995 et du mardi 3 octobre 1995, au sujet
des propositions de délimitation des circonscriptions
électorales pour les provinces de l'Est

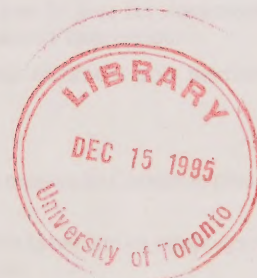
Y COMPRIS:

Le rapport au Comité

ument)

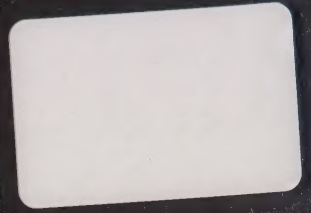
TÉMOINS:

(Voir fin du document)



he Thirty-fifth Parliament, 1994-95

Première session de la trente-cinquième législature, 1994-1995



HOUSE OF COMMONS

Issue No. 1 (Meetings Nos. 1 to 5)

Thursday, September 28, 1995

Monday, October 2, 1995

Tuesday, October 3, 1995

Thursday, October 5, 1995

Tuesday, October 17, 1995

Chairperson: Dianne Brushett

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 1 (Séances n°s 1 à 5)

Le jeudi 28 septembre 1995

Le lundi 2 octobre 1995

Le mardi 3 octobre 1995

Le jeudi 5 octobre 1995

Le mardi 17 octobre 1995

Présidente: Dianne Brushett

CA1
XC44
-M21

Minutes of Proceedings of the Sub-Committee on the

**Consideration of the
Objections Filed on the
Proposed
Electoral Boundaries for the
Eastern Provinces**

of the Standing Committee on Procedure and House Affairs

Procès-verbaux du Sous-comité chargé de l'

**Étude des oppositions déposées
au sujet des propositions de
délimitation des circonscriptions
électorales pour les provinces
de l'Est**

*du Comité permanent de la procédure et des affaires de la
Chambre*

RESPECTING:

Election of a Chair

Future Business

Orders of Reference from the Committee of Tuesday, September 19, 1995, Tuesday, September 26, 1995 and Tuesday, October 3, 1995, on the objections filed on the proposed Electoral Boundaries for the Eastern Provinces

INCLUDING:

The Report to the Committee

CONCERNANT:

Élection à la présidence

Travaux futurs

Ordres de renvoi du Comité du mardi 19 septembre 1995, du mardi 26 septembre 1995 et du mardi 3 octobre 1995, au sujet des propositions de délimitation des circonscriptions électorales pour les provinces de l'Est

Y COMPRIS:

Le rapport au Comité

WITNESSES:

(See end of document)

TÉMOINS:

(Voir fin du document)



SUB-COMMITTEE ON THE CONSIDERATION OF THE
OBJECTIONS FILED ON THE PROPOSED ELECTORAL
BOUNDARIES FOR THE EASTERN PROVINCES OF THE
STANDING COMMITTEE ON PROCEDURE AND HOUSE
AFFAIRS

Chairperson: Dianne Brushett

Members

John Cummins
Joe McGuire
Elsie Wayne

(Quorum 3)

Researcher

Margaret Smith,
Library of Parliament

Marie Carrière

Clerk of the Sub-Committee

SOUS-COMITÉ CHARGÉ DE L'ÉTUDE DES OPPOSITIONS
DÉPOSÉES AU SUJET DES PROPOSITIONS DE
DÉLIMITATION DES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES
POUR LES PROVINCES DE L'EST DU COMITÉ PERMANENT
DE LA PROCÉDURE ET DES AFFAIRES DE LA CHAMBRE

Présidente: Dianne Brushett

Membres

John Cummins
Joe McGuire
Elsie Wayne

(Quorum 3)

Recherchiste

Margaret Smith,
Bibliothèque du Parlement

La greffière du Sous-comité

Marie Carrière

Published under authority of the Speaker of the
House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre
des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

ORDERS OF REFERENCE

Extract from the Minutes of Proceedings of the Standing Committee on Procedure and House Affairs:

September 19, 1995
(Meeting No. 85)

After debate, on motion of Don Boudria, it was agreed, — That, four Sub-Committees be struck to consider the objections filed for Ontario, Québec, Western Canada (B.C., Alberta, Saskatchewan and Manitoba) and for Eastern Canada (New Brunswick, Nova Scotia and Newfoundland);

— that, each Sub-Committee be empowered, except when the Committee otherwise orders, to send for persons, papers and records, to sit while the House is sitting, to sit during periods when the House stands adjourned, to print from day to day such papers and evidence as may be ordered by the Sub-Committee;

— that, the Whips from the three parties appoint three members to each Sub-Committee;

and,

— that, the Sub-Committee report to the Committee no later than October 16, 1995.

ATTEST

September 26, 1995
(Meeting No. 87)

By unanimous consent, the Committee reverted to the consideration of the motion adopted on September 19, 1995 which reads as follows:

— That, four Sub-Committees be struck to consider the objections filed for Ontario, Québec, Western Canada (B.C., Alberta, Saskatchewan and Manitoba) and for Eastern Canada (New Brunswick, Nova Scotia and Newfoundland);

— that, each Sub-Committee be empowered, except when the Committee otherwise orders, to send for persons, papers and records, to sit while the House is sitting, to sit during periods where the House stands adjourned, to print from day to day such papers and evidence as may be ordered by the Sub-Committee;

— that, the Whips from the three parties appoint three members to each Sub-Committee;

and,

— that, the Sub-Committee report to the Committee no later than October 16, 1995.

It was agreed, — That, the motion be amended by striking out in paragraph 3, the words "three members" and substituting the following:

"four members".

And the question being put on the amendment, it was agreed to. The motion, as amended, carried.

ATTEST**ORDRES DE RENVOI**

Extrait des Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre:

Le 19 septembre 1995
(Séance n° 85)

Après débat, sur la motion de Don Boudria, il est convenu — Que quatre sous-comités soient institués pour étudier les oppositions déposées pour l'Ontario, le Québec, l'ouest du Canada (C.-B., Alberta, Saskatchewan et Manitoba) et l'est du Canada (Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve);

— Que, sauf lorsque le Comité en ordonne autrement, chaque sous-comité soit habilité à convoquer des personnes, à exiger la production de documents et dossiers, à se réunir pendant que la Chambre siège et pendant les périodes d'ajournement de la Chambre et à faire imprimer au jour le jour les documents et témoignages dont ils peuvent ordonner l'impression;

— Que les whips des trois partis nomment trois membres à chacun de ces sous-comités;

et

— Que les sous-comités fassent rapport au Comité au plus tard le 16 octobre 1995.

ATTESTÉ

Le 26 septembre 1995
(Séance n° 87)

Du consentement unanime, le Comité revient à l'étude de la motion adoptée le 19 septembre 1995, qui est ainsi libellée:

— Que quatre sous-comités soient institués pour étudier les oppositions déposées pour l'Ontario, le Québec, l'ouest du Canada (C.-B., Alberta, Saskatchewan et Manitoba) et l'est du Canada (Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve);

— Que, sauf lorsque le Comité en ordonne autrement, chaque sous-comité soit habilité à convoquer des personnes, à exiger la production de documents et dossiers, à se réunir pendant que la Chambre siège et pendant les périodes d'ajournement de la Chambre et à faire imprimer au jour le jour les documents et témoignages dont ils peuvent ordonner l'impression;

— Que les whips des trois partis nomment trois membres à chacun de ces sous-comités;

et

— Que les sous-comités fassent rapport au Comité au plus tard le 16 octobre 1995.

Il est convenu — Que l'on modifie la motion en remplaçant les mots «trois membres» par ce qui suit:

«quatre membres».

L'amendement, mis aux voix, est adopté.

La motion modifiée est adoptée.

ATTESTÉ

October 3, 1995
(Meeting No. 88)

After debate, it was agreed,—That, notwithstanding the Committee's decision of Tuesday, September 26, 1995, the deadline for the reports of the Sub-Committees' for Ontario, Québec, the Western and Eastern Provinces be extended to Monday, October 23, 1995.

On motion of Bob Ringma, it was agreed,—That, in accordance with Section 22 of the Electoral Boundaries Readjustment Act, the Committee request from the House of Commons an extension for its consideration of the objections filed on the proposed electoral boundaries to November 30th, 1995 and that, the Chairman be instructed to present a report to the House.

ATTEST

Marie Carrière

Clerk of the Committee

Le 3 octobre 1995
(Séance n° 88)

Après débat, il est convenu—Que, nonobstant la décision que le Comité a prise le 26 septembre 1995, l'échéancier des rapports des sous-comités pour l'Ontario, le Québec, les provinces de l'Ouest et les provinces de l'Est, soit repoussé au lundi 23 octobre 1995.

Sur la motion de Bob Ringma, il est convenu—Que, conformément à l'article 22 de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, le Comité demande à la Chambre des communes l'autorisation de prolonger au 30 novembre 1995 son étude des oppositions déposées contre les propositions de limites de circonscriptions électorales et qu'ordre soit donné au président de présenter un rapport à la Chambre.

ATTESTÉ

La greffière du Comité

Marie Carrière

THE SUB-COMMITTEE ON THE CONSIDERATION OF THE OBJECTIONS FILED ON THE PROPOSED ELECTORAL BOUNDARIES FOR THE EASTERN PROVINCES OF THE STANDING COMMITTEE ON PROCEDURE AND HOUSE AFFAIRS HAS THE HONOUR TO PRESENT ITS

REPORT

Pursuant to Orders of Reference from the Standing Committee on Procedure and House Affairs, the Sub-Committee on the Consideration of the Objections Filed on the Proposed Electoral Boundaries for the Eastern Provinces of the Standing Committee on Procedure and House Affairs was charged with considering the objections raised by seven Members of Parliament from Atlantic Canada. The Sub-Committee agreed to report the following:

A. GENERAL COMMENTS

Before dealing with the specific objections raised by each of the Members of Parliament, the Sub-Committee wishes to make a few general observations and comments about the reports and work of the Federal Electoral Boundaries Commissions.

The Sub-Committee is of the view that its work would have been easier if the reports of the Commissions had been more comprehensive. The Sub-Committee, therefore, wishes to make a few suggestions with respect to the content of future reports. In the future, the reasons for changing the boundaries of the various constituencies should be clearly spelled out. To facilitate the comparison of proposed and existing boundaries, the reports should contain a map of the present constituency boundaries. This information would be of great assistance to Members of Parliament who wish to file objections and to the parliamentary committees charged with considering those objections. Finally, the Commissions should attempt to achieve greater uniformity in the content of the reports.

The Sub-Committee is concerned that in some cases the Boundaries Commissions are paying too much attention to the electoral quota — the criterion that all constituencies in a province have relatively the same population. Considerations such as community of interest, historical patterns, and manageable geographic distances are being downplayed or ignored. The Sub-Committee also believes that the Commissions should make a more concerted effort to respect regional and municipal boundaries when drawing constituency lines and to ensure that relatively stable population areas experience minimal alterations to their boundaries. It is incumbent upon the Commissions to take into account all of the provisions of section 15 of the *Electoral Boundaries Readjustment Act*, R. S. 1985, c. E-3, as amended.

Finally, the Sub-Committee would like to make some observations about rural constituencies. Rural constituencies place special demands on a Member of Parliament. They are more difficult to serve because of their large size, difficulty in transportation and communications

and the number of municipalities, organizations and counties. Moreover, rural constituents tend to make greater demands of their elected representatives because of the absence of services that are more readily available in urban areas.

The Sub-Committee is concerned that rural constituencies are losing ground to their urban counterparts. In some cases, these constituencies have grown to an unmanageable size to meet the relevant electoral quota. In others, they are becoming part of a rural-urban mix that results in under-representation of the rural element because of the presence of a significant urban component. It is the Sub-Committee's view that the Commissions should make every effort to address the problems of rural constituencies and to ensure that Canada's rural populations continue to enjoy effective representation.

B. NEW BRUNSWICK

The Sub-Committee met to hear the objections and comments of Members of the House of Commons with respect to the 1994 *Report of the Federal Electoral Boundaries Commission for the Province of New Brunswick* as tabled in the House of Commons on June 22, 1995.

INTRODUCTION

Five Members of Parliament appeared before the Sub-Committee to state their objections to and to comment on the proposed boundary changes.

The Boundaries Commission set the electoral quota for New Brunswick at 72,390 persons per constituency. The Commission report contained majority and minority reports.

Although acknowledging that "the goal of any commission should be to create the minimum disruption to established electoral districts", the majority felt that, after several years of minor boundary changes, it was time to introduce major revisions to the electoral districts in the province (*Report*, p. 5). The Majority Report noted that two of the present constituencies (Moncton and Fredericton) exceeded the upper tolerance level provided for in the *Electoral Boundaries Readjustment Act*, another (Fundy-Royal) was close to the upper limit, while three others (Madawaska-Victoria, Miramichi, and Restigouche-Chaleur) were close to the lower tolerance level. In addition, population trends suggest that these constituencies would soon violate these levels.

The Minority Report recommended minor changes to the present electoral districts. It accorded special attention to community of interest and identity because of the legally-recognized equality of the francophone and anglophone communities in the province.

OBJECTIONS OF THE MEMBERS OF PARLIAMENT

1. Mr. Guy Arseneault, M. P.

Mr. Guy Arseneault, M. P. for the present constituency of Restigouche-Chaleur appeared before the Sub-Committee to state his objection to and to comment on the proposed constituency of Madawaska-Restigouche as set out in the Majority Report.

Mr. Arseneault objected to the Boundaries Commission proposals for Madawaska-Restigouche on the following grounds:

- the Commission failed to recognize the distinct identities of and geographic differences between the present constituencies of Restigouche-Chaleur and Madawaska-Victoria;
- the Commission did not consider that the creation of Madawaska-Restigouche would deprive northern New Brunswick of a seat in Parliament; and
- the break-up of the Restigouche and Chaleur regions, which have worked well together for many years, would compromise important regional, economic and social development plans.

Mr. Arseneault noted that there is a significant physical, cultural and economic gap between the Madawaska and Restigouche regions. He told the Sub-Committee that there is little community of interest between them. The Madawaska area has close ties to the Saint John River while Restigouche is linked to the Bay of Chaleur. Economic activity flows east-west in Restigouche-Chaleur; there is little connection with the Madawaska region. He also pointed out that the Majority Report failed to consider the demographics and geography of north-western New Brunswick. In particular, the Report ignored the fact that some 200 kilometres of forest separate Madawaska and Restigouche.

Mr. Arseneault emphasized that the creation of the proposed constituency of Madawaska-Restigouche would not favour the province's francophone population. Essentially, the francophone/acadian community would experience a reduction of a seat in Parliament.

He also suggested that the size of the proposed constituency and the larger number of municipal governments contained within its borders would make it more difficult for the Member of Parliament to effectively represent the various municipalities and to serve the population.

Mr. Arseneault noted that many people did not appear before the Commission because of confusion as to whether the current process would continue or be replaced by new electoral boundaries procedures. He felt that the Majority Report was not a fair reflection of the views of the residents of his constituency because so many people did not participate in the process.

Mr. Arseneault supports the Minority Report. It is his view that only minor changes are required to the current boundaries of Restigouche-Chaleur.

2. *Madame Pierrette Ringuette-Maltais, M. P.*

Madame Pierrette Ringuette-Maltais, M. P. for the present constituency of Madawaska-Victoria appeared before the Sub-Committee to state her objections to and to comment on the proposed constituency of Madawaska-Restigouche as set out in the Majority Report.

Madame Ringuette-Maltais, who had many of the same concerns as Mr. Arseneault, objected to the proposed boundaries on the following grounds:

- the Commission failed to respect the community of interest as well as the social, economic and cultural ties in both Madawaska and Victoria counties;
- the Commission did not reflect the wishes of the people of New Brunswick, who suggested only minor changes to the electoral map;
- the Commission failed to consider the natural geography and demographics of north-west New Brunswick;
- all federal services are provided to the residents of Madawaska-Victoria through the same service centres; and
- previous boundary reports were not taken into consideration by the Commission.

Madame Ringuette-Maltais filed additional documents with the Sub-Committee as part of her presentation.

Madame Ringuette-Maltais told the Sub-Committee that the present components of the constituency of Madawaska-Victoria, which have been linked together in one electoral district since 1966, are united by major highways, the Saint John River Valley, federal service centres and historical, cultural and economic ties. She emphasized that the geographic and demographic links of the populations of Madawaska County are with Victoria County. There are few links with Restigouche County because, among other things, some 150 miles of forest separate Madawaska and Restigouche counties.

Madame Ringuette-Maltais advised the Sub-Committee that the people of Madawaska-Victoria strongly support the Minority Report. She quoted from the Minority Report which questioned the move of some primarily francophone communities (the Parish of Grand Falls, the Town of Grand Falls, the Parish of Drummond, the village of Drummond and the Village of Saint-André) from Madawaska-Victoria to the new constituency of Tobique-Mactaquac which is primarily anglophone. She stressed that there are no cultural, economic or administrative ties between these communities and the proposed new electoral district.

It was Madame Ringuette-Maltais' view that the Majority Report paid too much attention to the electoral quota and did not place sufficient emphasis on community of interest. She argued that arithmetic should not be the ruling factor; one must also consider the importance of representing the population effectively and ensuring that the interests of democracy are well-served.

Madame Ringuette-Maltais supports the conclusions of the Minority Report.

3. *Mr. Andy Scott, M. P.*

Mr. Andy Scott, M. P. for the present constituency of Fredericton-York-Sunbury appeared before the Sub-Committee to state his objections to and to comment on the proposed constituency of Fredericton as set out in the Majority Report.

Mr. Scott objected to the boundaries for the proposed constituency of Fredericton on the grounds that the Majority Report failed to respect the community of interest. By dividing the Greater Fredericton Area into rural and urban constituencies, the Majority ignored the long-standing relationship between the City of Fredericton and its outlying areas. Mr. Scott noted that the outlying regions have a strong connection to the city; they receive federal and other services from Fredericton and have no ties to the constituency to which they would be transferred.

Mr. Scott was critical of the process used to redraw electoral boundaries. He suggested that the Boundaries Commissions should use existing rather than proposed boundaries as the basis for their consultations and public meetings.

Mr. Scott felt that the radical change in the boundaries of his constituency would discourage people from participating in the political process. He observed that people at either end of the proposed constituency of Tobique-Mactaquac would have little in common and no sense of cohesion.

Mr. Scott was of the view that the Majority Report slavishly adhered to the electoral quota and did not adequately consider other equally important factors. He noted that minor adjustments to the boundaries of Fredericton-York-Sunbury would have been sufficient to bring the constituency closer to the electoral quota.

4. *The Honourable Fernand Robichaud, M.P.*

The Honourable Fernand Robichaud, M.P. for the present constituency of Beauséjour appeared before the Sub-Committee to state his objections to and to comment on the proposed new boundaries for that constituency as set out in the Majority Report.

Mr. Robichaud objected to the proposed boundaries on the following grounds:

- the Commission failed to give adequate consideration to the community of interest, the community of identity and the historic and geographic patterns in Beauséjour;
- the Commission proposes to move the francophone communities of the Parish of Saint-Louis, the Village of Saint-Louis-de-Kent and the Parish of Saint Charles from the primarily francophone constituency of Beauséjour to the electoral district of Miramichi;

- the Commission proposes to move the County of Albert from Fundy-Royal to the electoral district of Beauséjour; and
- the Majority Report failed to respect the views of the people of New Brunswick who clearly prefer minor changes to the existing electoral map.

Mr. Robichaud told the Sub-Committee that the francophone communities of the Parish of Saint-Louis, the Village of Saint-Louis-de-Kent and the Parish of Saint Charles do not wish to be moved from Beauséjour to the electoral district of Miramichi. According to Mr. Robichaud, these communities have no cultural, historical, economic or administrative ties with the people of Miramichi and their community of interest was not respected. People in these regions conduct their business in the Richibucto, Bouctouche and Moncton areas. Similarly, Albert County should be left within the constituency of Fundy-Royal to which it has close, natural ties.

Mr. Robichaud felt that, in redrafting the boundaries for Beauséjour, the majority of the Commissioners did not give adequate consideration to the size of the proposed constituency and the urban-rural dichotomy.

Mr. Robichaud expressed his support for the conclusions of the Minority Report with respect to Beauséjour. He noted that the electoral quota could be respected with minor adjustments to the various electoral boundaries.

5. *Mr. Paul Zed, M. P.*

Mr. Paul Zed, M. P. for the present constituency of Fundy-Royal appeared before the Sub-Committee to state his objections to and to comment on the proposed new boundaries for that constituency as set out in the Majority Report.

Mr. Zed objected to the proposed boundaries for Fundy-Royal on the following grounds:

- the Commission failed to take into consideration the community of interest of the residents of Fundy-Royal who are being moved to other constituencies; and
- the Commission erred in using the electoral quota as the sole factor in determining electoral boundaries and did not give adequate consideration to the demographics of Fundy-Royal.

Mr. Zed was of the view that the Majority Report failed to take into account the community of interest of the present residents of Fundy-Royal who would be moved to the constituencies of Beauséjour and Charlotte. He noted that Albert County, long a part of Fundy-Royal, is separated from Beauséjour by the Peticodiac River. In addition, the residents of Albert County are predominantly anglophone while those of Beauséjour are francophone.

Community of interest was also not respected in the realignment of the boundaries of Fundy-Royal and Charlotte. The Majority Report proposes the creation of the new constituency of Charlotte, which would, among other things, take in the Parishes of Gagetown, Hamstead and

Greenwich. Mr. Zed pointed out that these parishes, which are isolated from Charlotte by CFB Gagetown, have little affinity with Charlotte. He also felt that Petersville and the Parish of Westfield have no community of interest with Charlotte.

Mr. Zed agrees with the conclusions of the Minority Report with respect to his constituency, which, in his view, more adequately reflect the community of interest and the demographics of the area. He suggested that the boundaries of Fundy-Royal should either reflect the position of expressed in the Minority report or remain as they are at present.

CONCLUSIONS OF THE SUB-COMMITTEE

The Sub-Committee has carefully reviewed the written and oral submissions of the five Members of Parliament from New Brunswick who appeared before it. Rather than make recommendations with respect to each of the concerned constituencies, the Sub-Committee has chosen to deal with them as a unit and to confine its comments and recommendations to the issue of community of interest.

The Sub-Committee notes that the *Electoral Boundaries Readjustment Act* requires Electoral Boundaries Commissions to consider the community of interest or community of identity or the historical pattern of an electoral district when establishing electoral boundaries. All of the Members of Parliament who objected to the boundaries proposed in the Majority Report felt that the Commission had not given sufficient consideration to the community of interest in their respective areas. They identified a number of cases in which they believed community of interest had not been respected by the majority of the Commission.

While the Members have cited several problem-areas in relation to the community of interest criterion, at least two of these stand out in the view of the Sub-Committee. These are:

- moving the francophone communities of the Parish of Saint-Louis, the Village of Saint-Louis-de-Kent and the Parish of Saint Charles (now part of the constituency of Beauséjour) to the electoral district of Miramichi; and
- moving some primarily francophone communities (the Parish of Grand Falls, the Town of Grand Falls, the Parish of Drummond, the village of Drummond and the Village of Saint-André) from Madawaska-Victoria to the new constituency of Tobique-Mactaquac.

The Sub-Committee requests that the Boundaries Commission give due consideration to all of the objections raised before the Sub-Committee and make a concerted effort to ensure that community of interest is respected to the greatest degree possible when the electoral boundaries are finally established.

C. NEWFOUNDLAND

The Sub-Committee met to hear the objections and comments of Members of the House of Commons with respect to the 1994 *Report of the Federal Electoral Boundaries Commission for the Province of Newfoundland* as tabled in the House of Commons on June 22, 1995.

Ms. Jean Payne, M.P. for the constituency of St. John's West appeared before the Sub-Committee to state her objection to and to comment on the proposed boundary change for that constituency.

The Boundaries Commission stated that the electoral quota for Newfoundland is 81,211 persons per constituency. In order to decrease the size of the constituency of St. John's East to conform to the *Electoral Boundaries Readjustment Act*, the Commission assigned a small area in the centre of the City of St. John's to the constituency of St. John's West and included the Brigus and Cupids areas in the constituency of Bonavista-Trinity-Conception. The Commission then assigned the western side of the Isthmus of Avalon and the Whitbourne and Markland areas from St. John's West to Bonavista-Trinity-Conception. (*Report*, p. 4)

Ms. Payne objected to the Boundaries Commission proposals for St John's West on the grounds that:

- the Commission failed to respect the electoral quota for Newfoundland;
- the Commission failed to consider the historical pattern of the constituency of St. John's West, in particular, the historical pattern of the communities of Goobies, Arnold's Cove, Come-By-Chance, Fairhaven, Southern Harbour, Little Harbour, Whitbourne and Markland and the surrounding areas comprising part of the constituency;
- the Commission failed to give consideration to the main traffic arteries and community axes of the constituency of St. John's West and Newfoundland, particularly the natural division line formed by the TransCanada Highway in the western Isthmus of the Avalon Peninsula and the Whitbourne and Markland areas;
- the Commission did not consider the community of interest that the western Isthmus of the Avalon Peninsula shares with the riding of St. John's West; and
- the Commission did not give adequate consideration to the demographics of the constituency.

Ms. Payne noted that the present boundaries of St. John's West have been in place for many years (since at least 1976) and that the proposed changes would, among other things, remove a rural fishing area from the constituency and disrupt historical and economic patterns. She pointed out that the type of fishery carried out in Trinity Bay differs from the fishery in the Eastern Channel.

Ms. Payne was particularly concerned about the impact that the boundary change would have on the Isthmus of the Avalon Peninsula, part of which has traditionally been included in the constituency of St. John's West.

The Sub-Committee agrees with the objections raised by Ms. Payne. Specifically, the Sub-Committee feels that the Boundaries Commission has failed to take into account historical patterns in the constituency and the natural division line formed by the TransCanada Highway through the Isthmus of the Avalon Peninsula.

The Sub-Committee therefore recommends that the Commission consider the objections raised by Ms. Payne and retain within the constituency of St. John's West, the present western portion of the Isthmus of the Avalon Peninsula.

D. NOVA SCOTIA

The Sub-Committee met to hear the objections and comments of Members of the House of Commons with respect to the 1994 *Report of the Federal Electoral Boundaries Commission for the Province of Nova Scotia* as tabled in the House of Commons on June 22, 1995.

Mr. Francis LeBlanc, M.P. for the constituency of Cape Breton Highlands-Canso appeared before the Sub-Committee to state his objection to and to comment on the proposed Bras d'Or constituency.

The Boundaries Commission stated that the electoral quota for Nova Scotia is 81,813 persons per constituency. The Commission determined that the region of the County of Halifax required one additional electoral district. As the *Report* states, this and other factors necessitated an adjustment to the electoral boundaries in other areas of the province. (*Report*, p. 3)

At present, Cape Breton Island is divided among the constituencies of Cape Breton-East Richmond, Cape Breton-The Sydneys and Cape Breton Highlands-Canso which also extends across the Strait of Canso into mainland Nova Scotia. The Boundaries Commission proposed the creation of two new constituencies for Cape Breton — Sydney-Victoria and Bras d'Or, both of which would have a mixed rural-urban component. The new constituency of Bras d'Or, which contains portions of the present constituency of Cape Breton Highlands-Canso, however, would not extend across the Strait of Canso.

Mr. LeBlanc objected to the Boundaries Commission proposals for Bras d'Or on the grounds that:

- the consultation process with respect to the proposed boundary changes was flawed; inadequate public information resulted in poorly attended meetings and many of those who would have made representations learned about the proposed changes only after the report of the Commission had been released;
- the Commission ignored the importance of the Strait of Canso as a hub of economic activity for communities on both sides of the waterway;
- the two proposed Cape Breton constituencies create awkward rural-urban mixes; and
- the Commission relied too heavily on population numbers in redefining the electoral boundaries and did not give sufficient consideration to local communities of interest and historic, cultural and economic patterns.

Mr. LeBlanc told the Sub-Committee that the present constituency of Cape Breton Highlands-Canso is predominantly rural. The creation of two Cape Breton constituencies with urban

and rural components would compromise the representation of the rural elements of the constituencies and unnecessarily split the communities of interests that have historically developed. Moreover, the proposed boundaries run counter to the creation of a new regional government in industrial Cape Breton to focus local economic development in Cape Breton County.

Mr. LeBlanc strongly opposed the Strait of Canso being the dividing line between the proposed constituencies of Bras d'Or and Pictou-Antigonish-Guysborough. He noted that the Strait is the centre of a larger region on both sides of the waterway that is connected by history, culture and the economy. Using the Strait as the boundary line between these proposed constituencies would result in communities on both sides of the Strait being on the periphery of federal constituencies whose population centres are elsewhere. In the case of western Cape Breton, the centre would be Sydney and Glace Bay and in the case of Antigonish and Guysborough the centre would be Pictou County.

The Sub-Committee is of the view that there is considerable merit in the objections and comments presented by Mr. LeBlanc, particularly as they relate to the unique situation of the Strait of Canso as a hub of economic activity and the desirability of drawing constituency boundaries to avoid the division of municipal and regional government areas.

The Sub-Committee is also concerned that the break-up of Cape Breton Highlands-Canso essentially amounts to the loss of a rural constituency in the province. This seems to evidence a trend of creating mixed urban-rural ridings where urban interests quickly become predominant. As rural interests lose ground, whether because of unmanageable constituency size or the influence of urban interests, effective representation becomes more difficult to achieve.

The Sub-Committee therefore requests that the Boundaries Commission consider the objections raised by Mr. LeBlanc and review its decision with respect to the boundary lines of the proposed Bras d'Or constituency.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings (*Issue No. 1, which includes this report*) is tabled.

Respectfully submitted,

Dianne Brushett, M.P.

Chair.

LE SOUS-COMITÉ CHARGÉ DE L'ÉTUDE DES OPPOSITIONS DÉPOSÉES AU SUJET DES PROPOSITIONS DE DÉLIMITATION DES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES POUR LES PROVINCES MARITIMES DU COMITÉ PERMANENT DE LA PROCÉDURE ET DES AFFAIRES DE LA CHAMBRE A L'HONNEUR DE PRÉSENTER SON

RAPPORT

Conformément aux ordres de renvoi du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, le Sous-comité chargé de l'étude des oppositions déposées au sujet des propositions de délimitation des circonscriptions électorales pour les provinces de l'Est du Canada du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, a eu pour mission d'examiner les oppositions soulevées par sept députés du Canada atlantique et convient de rendre compte de ce qui suit.

A. COMMENTAIRES GÉNÉRAUX

Avant d'étudier les oppositions soulevées par chacun des députés, le Sous-comité désire formuler quelques observations et commentaires généraux sur les rapports et le travail des commissions de délimitation des circonscriptions électorales.

Le Sous-comité est d'avis que son travail aurait été plus facile si les rapports des commissions avaient été plus complets et c'est pourquoi il aimerait faire des suggestions sur le contenu des futurs rapports. À l'avenir, les motifs de changement des limites des diverses circonscriptions devraient être clairement énoncés. Pour faciliter la comparaison entre les limites existantes et proposées, les rapports devraient contenir une carte des circonscriptions actuelles. Cette information aiderait grandement les députés qui désirent présenter des oppositions, de même que les comités parlementaires chargés d'étudier ces oppositions. Enfin, les commissions devraient essayer d'uniformiser davantage le contenu des rapports.

Le Sous-comité s'inquiète de ce que les commissions accordent parfois trop d'attention au quotient — le critère assurant que toutes les circonscriptions d'une province sont relativement égales en population — minimisant ou oubliant des aspects comme la communauté d'intérêts, l'évolution historique et les distances maniables. Le Sous-comité croit en outre que les commissions devraient davantage s'efforcer de respecter les limites régionales et municipales en modifiant le moins possible les limites des secteurs dont la population demeure relativement stable. Il leur

incombe de tenir compte des dispositions de l'article 15 de la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*, L.R. 1985, c. E-3, dans sa forme modifiée.

Pour conclure, le Sous-comité désire formuler certaines observations au sujet des circonscriptions rurales. Ces dernières ont des exigences spéciales à l'égard du député. Elles sont plus difficiles à servir à cause de leur grande taille, de leurs problèmes de transport et de communications ainsi que du nombre de municipalités, d'organisations et de comtés qui les composent. En outre, leurs électeurs ont tendance à exiger davantage de leurs élus faute d'avoir accès aux services habituellement offerts dans les centres urbains.

Le Sous-comité se préoccupe du fait que les circonscriptions rurales perdent du terrain par rapport à celles des milieux urbains. Dans certains cas, elles ont atteint des dimensions peu réalistes pour respecter le quotient tandis que, dans d'autres, elles doivent s'intégrer à un ensemble mi-rural mi-urbain où l'élément rural est sous-représenté en raison de la présence d'une forte composante urbaine. Selon le Sous-comité, les commissions doivent tout tenter pour résoudre les problèmes des circonscriptions rurales et garantir que les populations rurales du Canada continuent de bénéficier d'une représentation efficace.

B. NOUVEAU-BRUNSWICK

Le Sous-comité s'est réuni pour entendre les oppositions et les commentaires des députés concernant le *Rapport de la Commission fédérale de délimitation des circonscriptions électorales pour la province du Nouveau-Brunswick*, 1994, déposé à la Chambre des communes le 22 juin 1995.

INTRODUCTION

Cinq députés ont comparu devant le Sous-comité pour formuler et expliquer leurs oppositions à l'égard des changements proposés.

La Commission de délimitation a fixé le quotient applicable au Nouveau-Brunswick à 72 390 personnes par circonscription et elle a présenté un rapport majoritaire et un rapport minoritaire.

Même s'ils reconnaissent que «toute commission a pour objectif de perturber le moins possible les circonscriptions établies», la majorité des membres étaient d'avis que, par suite

d'années successives de changements mineurs, les circonstances exigeaient maintenant une révision approfondie des circonscriptions électorales de la province (*Rapport*, p. 5). Le rapport majoritaire précise que deux des présentes circonscriptions (Moncton et Fredericton) dépassent le plafond fixé par la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*, une autre (Fundy—Royal) s'approche du seuil supérieur et trois autres (Madawaska—Victoria, Miramichi et Restigouche—Chaleur) frôlent le seuil inférieur. Par ailleurs, les tendances démographiques laissent supposer que ces circonscriptions dépasseront prochainement les seuils permis.

Le rapport minoritaire pour sa part ne recommande que des changements d'ordre mineur. Il accorde une attention particulière à la communauté d'intérêts et d'identité, étant donné que l'égalité des collectivités francophone et anglophone de la province est reconnue par la loi.

OPPOSITIONS DES DÉPUTÉS

1. M. Guy Arseneault, député

M. Guy Arseneault, député de l'actuelle circonscription de Restigouche—Chaleur, a comparu devant le Sous-comité pour formuler et expliquer son opposition à l'égard de la circonscription de Madawaska—Restigouche proposée dans le rapport majoritaire.

M. Arseneault s'oppose aux propositions de la Commission de délimitation pour ce qui est de Madawaska—Restigouche, et ce, pour les motifs suivants :

- la Commission a omis de reconnaître les particularités distinctes et les différences géographiques entre l'actuelle circonscription de Restigouche—Chaleur et Madawaska—Victoria;
- la Commission n'a pas pris en considération le fait que la création de Madawaska—Restigouche priverait le nord du Nouveau-Brunswick d'un siège au Parlement;
- la séparation des régions Restigouche et Chaleur, qui cohabitent sans problème depuis des années, compromettrait la réalisation d'importants projets régionaux de développement économique et social.

M. Arseneault a souligné qu'il existait un écart physique, culturel et économique marqué entre les régions de Madawaska et de Restigouche. Il a fait remarquer au Sous-comité qu'il n'existait guère de communauté d'intérêts entre elles : le secteur de Madawaska a des liens étroits avec la rivière Saint-Jean tandis que Restigouche est lié à la baie des Chaleurs. Dans Restigouche—Chaleur,

l'activité économique s'effectue d'est en ouest, et il y a peu de rapports avec la région de Madawaska. Selon le député, le rapport majoritaire a omis de considérer les caractéristiques démographiques et la géographie du nord-ouest du Nouveau-Brunswick, en particulier le fait que quelque 200 kilomètres de forêt séparent Madawaska et Restigouche.

M. Arseneault a souligné que la création de la circonscription de Madawaska—Restigouche n'avantagerait pas la population francophone de la province. Essentiellement, la collectivité franco-acadienne aurait un siège de moins au Parlement.

Il considère que, vu l'étendue de la circonscription proposée et le nombre accru d'administrations municipales qu'elle compterait, le député intéressé aurait plus de mal à représenter efficacement les diverses municipalités et à bien servir la population.

M. Arseneault a maintenu que de nombreuses personnes ne se sont pas présentées devant la Commission parce qu'elles ignoraient si le mécanisme actuel continuerait d'avoir cours ou serait remplacé par de nouvelles procédures de délimitation. Il considère par conséquent que le rapport majoritaire ne reflète pas fidèlement les opinions des résidents de sa circonscription étant donné que beaucoup n'ont pas participé au processus.

M. Arseneault appuie le rapport minoritaire. Il est d'avis que seuls de petits changements s'imposent dans le cas des actuelles limites de Restigouche—Chaleur.

2. *M^{me} Pierrette Ringuette-Maltais, députée*

M^{me} Pierrette Ringuette-Maltais, députée de l'actuelle circonscription de Madawaska-Victoria, a comparu devant le Sous-comité pour formuler et expliquer ses oppositions à l'égard de la circonscription de Madawaska—Restigouche proposée dans le rapport majoritaire.

M^{me} Ringuette-Maltais, qui partage bon nombre des préoccupations de M. Arseneault, s'oppose aux limites proposées, et ce, pour les motifs suivants :

- la Commission a omis de respecter la communauté d'intérêts ainsi que les liens sociaux, économiques et culturels des comtés de Madawaska et de Victoria;
- la Commission n'a pas tenu compte des volontés des Néo-brunswickois, lesquels proposaient de n'apporter que des changements mineurs à la carte électorale;

- la Commission a omis de tenir compte des particularités démographiques et géographiques naturelles du nord-ouest du Nouveau-Brunswick;
- tous les services fédéraux sont fournis aux résidents de Madawaska—Victoria par l'intermédiaire des mêmes centres de services;
- la Commission n'a pas pris en considération les précédents rapports de délimitation.

Dans le cadre de sa présentation, M^{me} Ringuette-Maltais a remis au Sous-comité des documents supplémentaires.

M^{me} Ringuette-Maltais a déclaré au Sous-comité que les actuelles composantes de Madawaska-Victoria, regroupées en une seule circonscription électorale depuis 1966, sont unies par d'importantes routes, la vallée de la Rivière Saint Jean, des centres de service fédéraux ainsi que des liens historiques, culturels et économiques. Elle a souligné que c'est avec le comté de Victoria que la population de Madawaska a des liens géographiques et démographiques, et elle n'en a que très peu avec le comté de Restigouche parce que, entre autres choses, quelque 150 milles de forêt séparent Madawaska et Restigouche.

M^{me} Ringuette-Maltais a fait savoir au Sous-comité que les gens de Madawaska—Victoria appuyaient fortement le rapport minoritaire. Elle a cité le rapport minoritaire, où l'on conteste le déplacement de certaines collectivités principalement francophones (la paroisse de Grand-Sault, la ville de Grand-Sault, la paroisse de Drummond, le village de Drummond et le village de Saint-André) de Madawaska—Victoria à la nouvelle circonscription de Tobique—Mactaquac, à prédominance anglophone. Elle a souligné qu'il n'existe aucun lien culturel, économique ou administratif entre ces collectivités et la circonscription électorale proposée.

D'après la députée, le rapport majoritaire a trop mis l'accent sur le quotient au détriment de la communauté d'intérêts. Elle a maintenu que le facteur dominant ne devait pas être mathématique, mais qu'il fallait également considérer l'importance de représenter la population d'une façon appropriée et de garantir que les intérêts de la démocratie soient bien servis.

M^{me} Ringuette-Maltais appuie les conclusions du rapport minoritaire.

3. *M. Andy Scott, député*

M. Andy Scott, député de l'actuelle circonscription de Fredericton—York—Sunbury, a comparu devant le Sous-comité pour formuler et expliquer ses oppositions à l'égard de la circonscription de Fredericton proposée dans le rapport majoritaire.

M. Scott s'oppose à l'établissement des limites de la circonscription proposée de Fredericton parce que la Commission a omis de respecter la communauté d'intérêts. En divisant la grande région de Fredericton en circonscriptions rurales et urbaines, le rapport majoritaire oublie les liens qui existent depuis longtemps entre Fredericton et les environs immédiats. M. Scott a fait remarquer que les secteurs avoisinants de Fredericton entretiennent un rapport étroit avec cette municipalité, où elles obtiennent des services fédéraux et autres, alors qu'ils n'ont aucun lien avec la circonscription dans laquelle on les transférerait.

Le député a critiqué le processus de révision. Il a laissé entendre que les commissions de délimitations devraient utiliser, comme base de leurs consultations et des séances publiques, les limites actuelles plutôt que des limites proposées.

M. Scott pense que le changement radical des limites de sa circonscription découragerait les gens de participer à la vie politique et il a fait observer que les résidents aux deux extrémités de la circonscription proposée de Tobique—Mactaquac auraient très peu de choses en commun et aucun sentiment d'appartenance.

Selon M. Scott, le rapport majoritaire s'attache servilement au quotient et ne prend pas suffisamment en considération d'autres facteurs tout aussi importants. Il a soutenu que des rajustements mineurs aux limites de Fredericton—York—Sunbury auraient suffi à rapprocher la circonscription du quotient.

4. *L'honorable Fernand Robichaud, député*

L'honorable Fernand Robichaud, député de l'actuelle circonscription de Beauséjour, a comparu devant le Sous-comité pour formuler et expliquer ses oppositions à l'égard des nouvelles limites proposées dans le rapport majoritaire pour cette circonscription.

M. Robichaud s'oppose aux limites proposées, et ce, pour les motifs suivants :

- la Commission n'a pas su donner une considération adéquate à la communauté d'intérêts et d'identité de Beauséjour, non plus qu'à ses caractéristiques historiques et géographiques;
- la Commission propose de joindre à la circonscription de Miramichi les collectivités francophones de la paroisse de Saint-Louis, du village de Saint-Louis-de-Kent et de la paroisse de Saint-Charles qui appartiennent à la circonscription principalement francophone de Beauséjour;

- la Commission propose de transférer de Fundy—Royal à Beauséjour le comté d'Albert;
- le rapport majoritaire ne réussit pas à refléter l'opinion des gens du Nouveau-Brunswick qui ont clairement démontré leur préférence pour des changements mineurs à la présente carte électorale.

M. Robichaud a déclaré au Sous-comité que les collectivités francophones de la paroisse de Saint-Louis, du village de Saint-Louis-de-Kent et de la paroisse de Saint-Charles ne désirent pas être déplacées de Beauséjour à la circonscription de Miramichi. Selon lui, ces collectivités n'ont aucun lien culturel, historique et économique avec les gens de Miramichi et, par conséquent, on ne respecte pas leur communauté d'intérêts. Les habitants de ces régions font affaire avec les secteurs de Richibucto, Bouctouche et Moncton. De même, le comté d'Albert devrait continuer d'appartenir à la circonscription de Fundy—Royal avec laquelle il entretient d'étroits liens naturels.

M. Robichaud est d'avis que, dans le réaménagement de Beauséjour, la majorité des commissaires n'ont pas suffisamment pensé à l'étendue de la circonscription proposée ni à la répartition urbaine-rurale.

Le député s'est dit en accord avec les conclusions du rapport minoritaire pour ce qui est de Beauséjour et il a précisé que le quotient pouvait être respecté grâce à des changements mineurs apportés aux diverses limites électorales.

5. *M. Paul Zed, député*

M. Paul Zed, député de l'actuelle circonscription de Fundy—Royal, a comparu devant le Sous-comité pour formuler et expliquer ses oppositions à l'égard des nouvelles limites proposées dans le rapport majoritaire pour cette circonscription.

M. Zed s'oppose aux limites proposées dans le cas de Fundy—Royal, et ce, pour les motifs suivants :

- la Commission n'a pas tenu compte de la communauté d'intérêts des habitants de Fundy—Royal qui vont se retrouver dans d'autres circonscriptions;
- la Commission a fait erreur en se fondant uniquement sur le quotient pour déterminer les limites des circonscriptions et elle n'a pas pris suffisamment en considération les caractéristiques démographiques de Fundy—Royal.

M. Zed est d'avis que le rapport majoritaire a omis de prendre en considération la communauté d'intérêts des actuels résidents de Fundy—Royal qui se retrouveraient dans les

circonscriptions de Beauséjour et de Charlotte. Il a précisé que le comté d'Albert, qui fait depuis longtemps partie intégrante de Fundy—Royal, est séparé de Beauséjour par la rivière Petitcodiac. Par ailleurs, les habitants du comté d'Albert sont principalement anglophones alors que ceux de Beauséjour sont francophones.

On n'a pas non plus respecté la communauté d'intérêts dans la révision des limites de Fundy—Royal et de Charlotte. Le rapport majoritaire propose la création de la nouvelle circonscription de Charlotte, qui engloberait notamment les paroisses de Gagetown, Hamstead et Greenwich. M. Zed a fait remarquer que ces paroisses, insulées de Charlotte par la base militaire de Gagetown, ont très peu d'affinité avec Charlotte. Il pense également que Petersville et la paroisse de Westfield n'ont pas d'intérêts communs avec Charlotte.

Le député est d'accord avec les conclusions du rapport minoritaire pour ce qui est de sa circonscription, conclusions qui reflètent mieux la communauté d'intérêts et les caractéristiques démographiques de la région. Il propose que les limites de Fundy—Royal se conforment à la position exprimée dans le rapport minoritaire ou demeurent telles quelles.

CONCLUSIONS DU SOUS-COMITÉ

Le Sous-comité a attentivement examiné les présentations écrites et orales des cinq députés du Nouveau-Brunswick qu'il a entendus. Au lieu de formuler des recommandations par rapport à chacune des circonscriptions en cause, le Sous-comité a choisi de les considérer en bloc et de limiter ses commentaires et propositions à la question de la communauté d'intérêts.

Le Sous-comité note que la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales* exige des commissions de délimitation des circonscriptions électorales qu'elles prennent en considération la communauté d'intérêts, l'identité culturelle ou l'évolution historique d'une circonscription électorale lorsqu'elles en établissent les limites. Or, tous les députés qui ont formulé une opposition aux limites proposées dans le rapport majoritaire étaient d'avis que la Commission n'avait pas tenu suffisamment compte de la communauté d'intérêts dans leur région respective. Ils ont exposé un certain nombre de situations où, selon eux, la majorité des commissaires n'ont pas tenu compte de la communauté d'intérêts.

Les députés ont indiqué plusieurs secteurs problématiques pour ce qui est du critère de la communauté d'intérêts, mais deux d'entre eux semblent particulièrement importants aux yeux du Sous-comité :

- transférer les collectivités francophones de la paroisse de Saint-Louis, du village de Saint-Louis-de-Kent et de la paroisse de Saint-Charles (actuellement de la circonscription de Beauséjour) à la circonscription de Miramichi;

- faire passer des collectivités principalement francophones (la paroisse de Grand-Sault, la ville de Grand-Sault, la paroisse de Drummond, le village de Drummond et le village de Saint-André) de Madawaska—Victoria à la nouvelle circonscription de Tobique—Mactaquac.

Le Sous-comité prie la Commission de délimitation de bien examiner toutes les oppositions présentées et de faire un effort concerté pour voir à ce que la communauté d'intérêts soit respectée dans toute la mesure du possible lorsque la décision finale sera prise.

C. TERRE-NEUVE

Le Sous-comité s'est réuni pour entendre les oppositions et les commentaires des députés concernant le *Rapport de la Commission fédérale de délimitation des circonscriptions électorales pour la province de Terre-Neuve*, 1994, déposé à la Chambre des communes le 22 juin 1995.

M^{me} Jean Payne, députée de la circonscription de St. John's-Ouest, a comparu devant le Sous-comité pour formuler et expliquer son opposition à l'égard des changements proposés aux limites de cette circonscription.

La Commission de délimitation a déterminé que le quotient pour Terre-Neuve était de 81 211 personnes par circonscription. Afin de réduire la taille de St. John's-Est en conformité avec la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*, la Commission a affecté à la circonscription de St. John's-Ouest une petite partie du centre de St. John's et a joint à la circonscription de Bonavista—Trinity—Conception les secteurs de Brigus et Cupids. Elle a ensuite rattaché la partie ouest de l'isthme d'Avalon ainsi que le secteur de Whitbourne et de Markland, actuellement de la circonscription de St. John's-Ouest, à la circonscription de Bonavista—Trinity—Conception. (*Rapport*, p. 4)

M^{me} Payne s'oppose aux propositions de la Commission dans le cas de St. John's-Ouest, et ce, pour les motifs suivants :

- la Commission n'a pas respecté le quotient électoral de Terre-Neuve;
- la Commission n'a pas pris en considération l'évolution historique de la circonscription de St. John's-Ouest, particulièrement celle des collectivités de Goobies, Arnold's Cove, Come-By-Chance, Fairhaven, Southern Harbour, Little Harbour, Whitbourne et Markland, ainsi que de la zone avoisinante constituant une partie de la circonscription;

- la Commission n'a pas tenu compte de l'orientation des routes et des voies de communication de la circonscription de St. John's-Ouest et de Terre-Neuve, notamment la limite naturelle qu'est l'autoroute transcanadienne dans l'isthme ouest de la péninsule Avalon et dans la région de Whitbourne et de Markland;
- la Commission n'a pas tenu compte de la communauté d'intérêts que partage la population de l'isthme ouest de la péninsule Avalon avec les habitants de la circonscription de St. John's-Ouest;
- la Commission n'a pas suffisamment pris en considération les caractéristiques démographiques de la circonscription.

M^{me} Payne a précisé que les actuelles limites de St. John's-Ouest existent depuis de nombreuses années (depuis au moins 1976) et que, entre autres choses, les changements proposés retireraient de la circonscription une zone rurale de pêche et perturberaient les structures historiques et économiques. Elle a fait remarquer que le type de pêche pratiquée dans Trinity Bay différerait de celle qui se fait dans le Eastern Channel.

M^{me} Payne s'inquiète tout particulièrement de l'incidence que le changement aura sur l'isthme de la péninsule Avalon, dont une partie est une composante traditionnelle de St. John's-Ouest.

Le Sous-comité est d'accord avec M^{me} Payne. Plus précisément, il est d'avis que la Commission de délimitation n'a pas pris en considération l'évolution historique de la circonscription ni la division naturelle que forme l'autoroute transcanadienne dans l'isthme de la péninsule Avalon.

Le Sous-comité recommande par conséquent à la Commission d'examiner les oppositions de M^{me} Payne et de conserver dans St. John's-Ouest l'actuelle partie occidentale de l'isthme de la péninsule Avalon.

D. NOUVELLE-ÉCOSSE

Le Sous-comité s'est réuni pour entendre les oppositions et les commentaires des députés concernant le *Rapport de la Commission fédérale de délimitation des circonscriptions électorales pour la province de la Nouvelle-Écosse*, 1994, déposé à la Chambre des communes le 22 juin 1995.

M. Francis LeBlanc, député de la circonscription de Cap-Breton Highlands—Canso, a comparu devant le Sous-comité pour formuler et expliquer son opposition à l'égard de la circonscription proposée de Bras d'Or.

La Commission de délimitation a établi le quotient de la Nouvelle-Écosse à 81 813 personnes par circonscription et elle a déterminé que la région du comté d'Halifax devait avoir une circonscription supplémentaire. Comme il est dit dans le rapport, ce fait et divers facteurs ont entraîné une modification des limites électorales dans d'autres régions de la province. (*Rapport*, p. 3)

En ce moment, l'île du Cap-Breton comprend les circonscriptions de Cap-Breton—Richmond-Est, Cap-Breton—The Sydneys et de Cap-Breton Highlands—Canso, laquelle s'étend à travers du détroit de Canso jusque dans la partie continentale de la Nouvelle-Écosse. La Commission de délimitation a proposé de créer deux nouvelles circonscriptions pour le Cap-Breton, soit Sydney—Victoria et Bras d'Or, les deux ayant une composante mi-rurale, mi-urbaine. La nouvelle circonscription de Bras d'Or, qui contient des parties de l'actuelle circonscription de Cap-Breton Highlands—Canso, ne traverserait cependant pas le détroit de Canso.

M. LeBlanc s'oppose aux propositions de la Commission quant à Bras d'Or, et ce, pour les motifs suivants :

- le processus de consultation pour ce qui est du réaménagement a laissé à désirer; en raison du manque de publicité, la participation aux séances publiques a été faible et bon nombre de ceux qui auraient aimé faire connaître leur point de vue n'ont été informés qu'après la parution du rapport;
- la Commission a fait fi de l'importance du détroit de Canso comme centre d'activité économique des collectivités des deux côtés de la voie navigable;
- les deux circonscriptions proposées au Cap-Breton créent un mélange urbain-rural hétéroclite;
- en réaménageant les limites électorales, la Commission s'en est tenue trop strictement aux données démographiques et n'a pas assez tenu compte de la communauté d'intérêts et de l'évolution historique, culturelle et économique.

M. LeBlanc a dit au Sous-comité que l'actuelle circonscription de Cap-Breton Highlands—Canso est principalement rurale. La création de deux circonscriptions au Cap-Breton avec des composantes urbaines et rurales compromettrait la représentation des éléments ruraux des circonscriptions et diviserait sans raison les communautés d'intérêts qui se sont établies au cours des ans. Qui plus est, les limites proposées vont à l'encontre de la création d'un nouveau gouvernement régional dans la partie industrielle du Cap-Breton pour concentrer le développement économique local dans le comté du Cap-Breton.

M. LeBlanc s'oppose énergiquement à ce que le détroit de Canso soit la ligne de démarcation entre les circonscriptions proposées de Bras d'Or et de

Pictou—Antigonish—Guysborough. Il a fait remarquer que le Détroit constitue le centre d'une grande région qui s'étend des deux côtés de la voie navigable et qui est liée sur les plans historique, culturel et économique. Si l'on utilisait le détroit comme délimitation entre les circonscriptions proposées, les collectivités des deux côtés seraient en périphérie de circonscriptions fédérales dont les agglomérations se trouveraient ailleurs. Dans le cas de l'ouest du Cap-Breton, le centre serait Sydney et Glace Bay et, dans le cas d'Antigonish et de Guysborough, ce serait le comté de Pictou.

Le Sous-comité est d'avis que les oppositions et commentaires de M. LeBlanc semblent bien fondés, notamment en ce qui a trait à la situation unique du détroit de Canso en tant que pivot de l'activité économique et à la pertinence d'établir les limites des circonscriptions de façon à éviter la division de zones administratives municipales et régionales.

Le Sous-comité s'inquiète également de ce que le partage de Cap-Breton Highlands—Canso signifie essentiellement la perte d'une circonscription rurale dans la province. Cette situation semble témoigner d'une tendance à créer des circonscriptions mixtes où les intérêts urbains prennent vite le dessus. À mesure que les intérêts ruraux perdent du terrain, soit en raison des dimensions peu réalistes de la circonscription ou de l'influence des intérêts urbains, il devient plus difficile d'en arriver à une représentation efficace.

Le Sous-comité demande par conséquent à la Commission de délimitation d'examiner les oppositions de M. LeBlanc et de revoir sa décision pour ce qui est des limites de la circonscription proposée de Bras d'Or.

Un exemplaire des Procès-verbaux pertinents (*fascicule n^o 1, qui comprend le présent rapport*) est déposé.

Respectueusement soumis,

La présidente,

Dianne Brushett, députée.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, SEPTEMBER 28, 1995

(Meeting No. 1)

[Text]

The Sub-Committee on the consideration of the objections filed on the proposed Electoral Boundaries for the Eastern Provinces of the Standing Committee on Procedure and House Affairs met at 3:30 o'clock p.m. this day, in Room 112-N, Centre Block, for the purpose of electing a Chair.

Members of the Sub-Committee present: Dianne Brushett and Joe McGuire.

Acting Member present: Dale Johnston for John Cummins.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Smith, Research Officer.

The Clerk presided over the election of a Chair.

It was agreed,— That, Dianne Brushett be elected Chair of the Sub-Committee.

Accordingly, Dianne Brushett took the Chair.

The Sub-Committee proceeded to the consideration of its future business.

After debate, *it was agreed,—* That, the Sub-Committee meet in accordance with the following schedule:

Monday, October 2, 1995 at 4:00 o'clock p.m.;

Tuesday, October 3, 1995 at 9:00 o'clock a.m.; and

Thursday, October 4, 1995 at 9:00 o'clock a.m.;

—That, Members be invited to appear on October 2 and 3, 1995; and

—That, the meeting scheduled for October 4, 1995 be held for consideration of the Draft Report.

At 3:38 o'clock p.m., the Sub-Committee adjourned to the call of the Chair.

MONDAY, OCTOBER 2, 1995

(Meeting No. 2)

The Sub-Committee on the consideration of the objections filed on the proposed Electoral Boundaries for the Eastern Provinces of the Standing Committee on Procedure and House Affairs met at 3:18 p.m. this day, in Room 208, West Block, the Chair, Dianne Brushett, presiding.

Members of the Sub-Committee present: Dianne Brushett, John Cummins, Joe McGuire and Elsie Wayne.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Smith, Research Officer.

Witnesses: From the House of Commons: Guy Arseneault, M.P. (Restigouche—Chaleur); Andy Scott, M.P. (Fredericton—York—Sunbury) and Jean Payne, M.P. (St. John's West).

The Sub-Committee proceeded to the consideration of its Orders of Reference from the Committee dated Tuesday, September 19, 1995 and Tuesday, September 26, 1995, in relation to the objections filed on the proposed Electoral Boundaries for Eastern Canada. (*See Minutes of Proceedings of Thursday, September 28, 1995, Meeting No. 1.*)

PROCÈS-VERBAUX

LE JEUDI 28 SEPTEMBRE 1995

(Séance n° 1)

[Traduction]

Le Sous-comité chargé de l'étude des oppositions déposées au sujet des propositions de délimitation des circonscriptions électorales pour les provinces de l'Est, du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, se réunit à 15 h 30, dans la salle 112-N de l'édifice du Centre, pour élire un président.

Membres du Sous-comité présents: Dianne Brushett et Joe McGuire.

Membre suppléant présent: Dale Johnston pour John Cummins.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Smith, attachée de recherche.

La greffière procède à l'élection d'un président.

Il est convenu,— Que, Dianne Brushett soit élue présidente du Sous-comité.

Dianne Brushett prend place au fauteuil.

Le Sous-comité examine ses travaux à venir.

Après débat, *il est convenu,—* Que, le Sous-comité tienne ses séances selon le calendrier suivant:

Le lundi 2 octobre 1995, à 16 heures;

Le mardi 3 octobre 1995, à 9 heures; et

Le jeudi 4 octobre, 1995, à 9 heures;

—Que, les membres soient invités à comparaître les 2 et 3 octobre 1995; et

—Que, la réunion prévue pour le 4 octobre 1995 serve à étudier l'ébauche de rapport.

À 15 h 38, la séance est levée jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

LE LUNDI 2 OCTOBRE 1995

(Séance n° 2)

Le Sous-comité chargé d'étudier les oppositions déposées au sujet des propositions de délimitation des circonscriptions électorales pour les provinces de l'Est du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre se réunit aujourd'hui à 15 h 18, à la pièce 208 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Dianne Brushett (*présidente*).

Membres du Sous-comité présents: Dianne Brushett, John Cummins, Joe McGuire et Elsie Wayne.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Smith, attachée de recherche.

Témoins: De la Chambre des communes: Guy Arseneault, député (Restigouche—Chaleur); Andy Scott, député (Fredericton—York—Sunbury) et Jean Payne, députée (St. John's—Ouest).

Conformément aux ordres de renvoi du Comité du mardi 19 septembre 1995 et du mardi 26 septembre 1995, le Sous-comité passe à l'étude des oppositions déposées au sujet des propositions de délimitation des circonscriptions électorales pour l'Est du Canada. (*Voir les Procès-verbaux du jeudi 28 septembre 1995, séance n° 1.*)

Guy Arseneault made an opening statement and answered questions.

At 3:43 p.m., Andy Scott made a statement and answered questions.

At 4:12 p.m., Jean Payne made a statement and answered questions.

At 4:31 p.m., the sitting was suspended.

At 4:36 p.m., by unanimous consent, the sitting resumed *in camera*.

The Sub-Committee considered guidelines for a Draft Report to the Committee.

At 5:03 p.m., the Sub-Committee adjourned to the call of the Chair.

Guy Arseneault fait un exposé liminaire et répond aux questions.

À 15 h 43, Andy Scott fait un exposé et répond aux questions.

À 16 h 12, Jean Payne fait un exposé et répond aux questions.

À 16 h 31, la séance est suspendue.

À 16 h 36, du consentement unanime, la séance reprend à huis clos.

Le Sous-comité se penche sur des lignes directrices pour la présentation d'un projet de rapport au Comité.

À 17 h 03, le Sous-comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

TUESDAY, OCTOBER 3, 1995 (Meeting No. 3)

The Sub-Committee on the consideration of the objections filed on the proposed Electoral Boundaries for the Eastern Provinces of the Standing Committee on Procedure and House Affairs met at 9:04 a.m. this day, in Room 112-N, Centre Block, the Chair, Dianne Brushett, presiding.

Members of the Sub-Committee present: Dianne Brushett, John Cummins, Joe McGuire and Elsie Wayne.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Smith, Research Officer.

Witnesses: From the House of Commons: The Honourable Fernand Robichaud, P.C., M.P. (*Beauséjour*); Pierrette Ringuette-Maltais, M.P. (*Madawaska—Victoria*); Paul Zed, M.P. (*Fundy—Royal*) and Francis LeBlanc, M.P. (*Cape Breton Highlands—Canso*).

The Sub-Committee resumed consideration of its Orders of Reference from the Committee dated Tuesday, September 19, 1995 and Tuesday, September 26, 1995, in relation to the objections filed on the proposed Electoral Boundaries for the Eastern Provinces. (*See Minutes of Proceedings of Thursday, September 28, 1995, Meeting No. 1*).

The Honourable Fernand Robichaud made an opening statement and answered questions.

Pierrette Ringuette-Maltais made an opening statement and answered questions.

By unanimous consent, the documents presented by the Member for Madawaska—Victoria were filed as an exhibit with the Clerk of the Sub-Committee (Exhibit "E").

At 9:45 a.m., Paul Zed made an opening statement and answered questions.

At 10:02 a.m., the sitting was suspended.

At 10:04 a.m., by unanimous consent, the sitting resumed *in camera*.

The Sub-Committee considered guidelines for a Draft Report to the Committee.

At 10:45 a.m., by unanimous consent, the Sub-Committee resumed in public.

LE MARDI 3 OCTOBRE 1995 (Séance n° 3)

Le Sous-comité chargé d'étudier les oppositions déposées au sujet des propositions de délimitation des circonscriptions électorales pour les provinces de l'Est du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre se réunit aujourd'hui à 9 h 04, à la pièce 112-N de l'édifice du Centre, sous la présidence de Dianne Brushett (*présidente*).

Membres du Sous-comité présents: Dianne Brushett, John Cummins, Joe McGuire et Elsie Wayne.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Smith, attachée de recherche.

Témoins: De la Chambre des communes: L'honorable Fernand Robichaud, c.p., député (*Beauséjour*); Pierrette Ringuette-Maltais, députée (*Madawaska—Victoria*); Paul Zed, député (*Fundy—Royal*) et Francis LeBlanc, député (*Cap-Breton Highlands—Canso*).

Conformément aux ordres de renvoi du Comité du mardi 19 septembre 1995 et du mardi 26 septembre 1995, le Sous-comité passe à l'étude des oppositions déposées au sujet des propositions de délimitation des circonscriptions électorales pour les provinces de l'Est. (*Voir les Procès-verbaux du jeudi 28 septembre 1995, séance n° 1*).

L'honorable Fernand Robichaud fait un exposé liminaire et répond aux questions.

Pierrette Ringuette-Maltais fait un exposé liminaire et répond aux questions.

Du consentement unanime, les documents présentés par le député de Madawaska—Victoria sont déposés auprès de la greffière du Sous-comité à titre de pièces (*voir Pièce «E»*).

À 9 h 45, Paul Zed fait un exposé liminaire et répond aux questions.

À 10 h 02, la séance est suspendue.

À 10 h 04, du consentement unanime, la séance reprend à huis clos.

Le Sous-comité se penche sur des lignes directrices pour la présentation d'un projet de rapport au Comité.

À 10 h 45, du consentement unanime, le Sous-comité reprend ses travaux en public.

Francis LeBlanc made an opening statement and answered questions.

At 11:01 o'clock a.m., the Sub-Committee adjourned to the call of the Chair.

THURSDAY, OCTOBER 5, 1995

(Meeting No. 4)

The Sub-Committee on the consideration of the objections filed on the proposed Electoral Boundaries for the Eastern Provinces of the Standing Committee on Procedure and House Affairs met *in camera* at 9:10 o'clock a.m. this day, in Room 112-N, Centre Block, the Chair, Dianne Brushett, presiding.

Members of the Sub-Committee present: Dianne Brushett, John Cummins and Joe McGuire.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Smith, Research Officer.

The Sub-Committee resumed consideration of its Orders of Reference from the Committee dated Tuesday, September 19, 1995, Tuesday, September 26, 1995 and Tuesday, October 3, 1995, in relation to the objections filed on the proposed Electoral Boundaries for New Brunswick, Nova Scotia and Newfoundland. (See *Minutes of Proceedings of Thursday, September 28, 1995*).

The Sub-Committee proceeded to the consideration of a Draft Report to the Committee.

It was agreed,—That, the documents filed by members in support of the objections be filed with the Clerk of the Sub-Committee as exhibits.

It was agreed,—That, the text of the objections filed for New Brunswick, Nova Scotia and Newfoundland be filed as an exhibit with the Clerk of the Sub-Committee.

At 10:09 o'clock a.m., the Sub-Committee adjourned to the call of the Chair.

TUESDAY, OCTOBER 17, 1995

(Meeting No. 5)

The Sub-Committee on the consideration of the objections filed on the proposed Electoral Boundaries for the Eastern Provinces of the Standing Committee on Procedure and House Affairs met *in camera* at 9:07 a.m. this day, in Room 307, West Block, the Chair, Dianne Brushett, presiding.

Members of the Sub-Committee present: Dianne Brushett, Joe McGuire and Elsie Wayne.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Smith, Research Officer.

The Sub-Committee resumed consideration of its Orders of Reference from the Committee of Tuesday, September 19, 1995, Tuesday, September 26, 1995 and Tuesday, October 3, 1995, in relation to the objections filed on the proposed Electoral Boundaries for New Brunswick, Nova Scotia and Newfoundland. (See *Minutes of Proceedings of Thursday, September 28, 1995*).

Francis LeBlanc fait un exposé liminaire et répond aux questions.

À 11 h 01, le Sous-comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

LE JEUDI 5 OCTOBRE 1995

(Séance n° 4)

Le Sous-comité chargé de l'étude des oppositions déposées au sujet des propositions de délimitation des circonscriptions électorales pour les provinces de l'Est, du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, tient une séance à huis clos à 9 h 10, dans la salle 112-N de l'édifice du Centre, sous la présidence de Dianne Brushett (*présidente*).

Membres du Sous-comité présents: Dianne Brushett, John Cummins et Joe McGuire.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Smith, attachée de recherche.

Conformément aux ordres de renvoi que le Comité a adoptés le mardi 19 septembre 1995, le mardi 26 septembre 1995 et le mardi 3 octobre 1995, le Sous-comité examine les oppositions déposées aux propositions de délimitation des circonscriptions électorales pour le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve. (Voir les *Procès-verbaux du jeudi 28 septembre 1995*).

Le Sous-comité étudie une ébauche de rapport à l'intention du Comité.

Il est convenu,—Que, les documents déposés par les députés à l'appui des objections soient déposés auprès de la greffière du Sous-comité à titre de pièces.

Il est convenu,—Que, le texte des objections déposées pour le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve soit déposé auprès de la greffière du Sous-comité à titre de pièces.

À 10 h 09, la séance est levée jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

LE MARDI 17 OCTOBRE 1995

(Séance n° 5)

Le Sous-comité chargé de l'étude des oppositions déposées au sujet des propositions de délimitation des circonscriptions électorales pour les provinces de l'Est, du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, tient une séance à huis clos à 9 h 07 dans la salle 307 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Dianne Brushett (*présidente*).

Membres du Sous-comité présents: Dianne Brushett, Joe McGuire et Elsie Wayne.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Smith, attachée de recherche.

Conformément aux ordres de renvoi que le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre a adoptés le mardi 19 septembre 1995, le mardi 26 septembre 1995 et le mardi 3 octobre 1995, le Sous-comité reprend l'étude des oppositions déposées contre des limites de circonscriptions électorales proposées pour le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve (Voir les *Procès-verbaux du jeudi 28 septembre 1995*).

The Sub-Committee proceeded to the consideration of a Draft Report to the Committee.

It was agreed, — That, the Draft Report as amended be adopted and presented to the Standing Committee on Procedure and House Affairs.

At 9:45 a.m., the Sub-Committee adjourned to the call of the Chair.

Le Sous-comité étudie une ébauche de rapport à l'intention du Comité.

Il est convenu, — Que, l'ébauche de rapport, tel que modifiée, soit adoptée et présentée au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre.

À 9 h 45, la séance est levée jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

Marie Carrière

Clerk of the Sub-Committee

La greffière du Sous-comité

Marie Carrière

WITNESSES

Monday, October 2, 1995 (Meeting No. 2)

From the House of Commons:

Guy Arseneault, M.P. (*Restigouche—Chaleur*);

Jean Payne, M.P. (*St. John's West*).

Andy Scott, M.P. (*Fredericton—York—Sunbury*).

Tuesday, October 3, 1995 (Meeting No. 3)

From the House of Commons:

Francis LeBlanc, M.P. (*Cape Breton Highlands—Canso*);

Pierrette Ringuette—Maltais, M.P. (*Madawaska—Victoria*);

The Honourable Fernand Robichaud, P.C., M.P. (*Beauséjour*);

Paul Zed, M.P. (*Fundy—Royal*).

TÉMOINS

Le lundi 2 octobre 1995 (Séance n^o 2)

De la Chambre des communes:

Guy Arseneault, député (*Restigouche—Chaleur*);

Jean Payne, députée (*St. John's—Ouest*);

Andy Scott, député (*Fredericton—York—Sunbury*).

Le mardi 3 octobre 1995 (Séance n^o 3)


De la Chambre des communes:

Francis LeBlanc, député (*Cap-Breton Highlands—Canso*);

Pierrette Ringuette-Maltais, députée (*Madawaska—Victoria*);

L'honorable Fernand Robichaud, c.p., député (*Beauséjour*);

Paul Zed, député (*Fundy—Royal*).

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste—lettre

8801320

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:

Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

